

L'OUVERTURE AFRICAINE

PAR JOAO QUARTIM

Après une certaine normalisation des rapports avec leurs voisins, les dirigeants brésiliens regardent maintenant de l'autre côté de l'Atlantique.

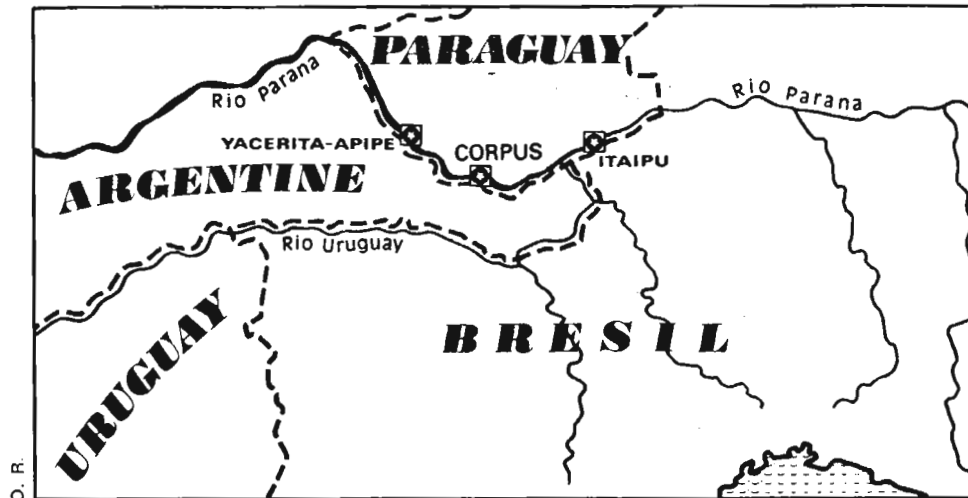
● La détente diplomatique entre l'Argentine et le Brésil, les deux principales puissances de l'Amérique du Sud, a été soulignée avec une grande clarté par le ministre argentin des Affaires étrangères, Carlos Pastor. Ce dernier est rentré dans son pays après avoir assisté, à Caracas, à l'investiture présidentielle du démocrate-chrétien Herrera Campins et, à Brasilia, à celle du général Joao Batista Figueiredo.

Pendant les années 1970, en effet, les relations entre les deux pays avaient été empoisonnées par un conflit à propos de la mise en valeur du potentiel hydraulique du fleuve Parana, qui coule, dans le sens nord-sud, d'abord entre le Brésil et le Paraguay, ensuite entre le Paraguay et l'Argentine.

Brésiliens et Argentins ont conclu des accords avec les Paraguayens, les premiers pour construire le barrage d'Itaipu, les seconds ceux de Corpus et de Yacrerita-Apipe. Mais, pour fonctionner à plein rendement, l'usine de Corpus devrait retenir l'eau du fleuve Parana à un niveau de cent vingt mètres, tandis que, du côté brésilien, on souhaitait, en vue d'assurer le plein rendement du barrage d'Itaipu, déverser les eaux à une hauteur de cent cinq mètres. Or, le barrage d'Itaipu étant situé en amont de Corpus, il faut qu'il libère l'eau à un niveau supérieur au niveau de retenue de Corpus, car, en cas contraire, ses installations seraient inondées par un retour des eaux bloquées par le barrage argentin (1).

A Buenos Aires, on se contentait de noter que les Brésiliens n'avaient qu'à faire déverser les eaux du barrage d'Itaipu d'une hauteur de cent trente mètres, soit dix mètres de plus que les cent vingt mètres prévus pour la prise d'eau de Corpus. Mais cela ferait perdre à l'usine d'Itaipu deux millions de kilowatts.

(1) Voir l'article « les Kilowatts de la discorde » dans « L'Economiste du tiers monde » n° 21.



Les barrages sur le rio Parana
La bataille de l'eau

Les deux parties sont donc restées près d'une décennie sur leurs positions respectives, tandis que le Paraguay essayait au mieux de tirer profit de la rivalité entre les deux « grands » du cône Sud.

Des rappels historiques

L'annonce d'un déblocage de la situation constitue donc un fait positif car, au-delà des rivalités entre Brasilia et Buenos Aires, c'est le développement de toute une vaste région qui est en cause.

En outre, on se souvient qu'il avait été sérieusement question, alors que le combat libérateur se développait en Angola, au Mozambique et en Guinée-Bissau, et que les peuples soumis à l'apartheid se dressaient les armes à la main contre l'oppression des minorités blanches en Afrique australe, de la constitution d'un pacte de l'Atlantique sud axé autour du triangle Brasilia-Buenos Aires-Pretoria et placé sous la discrète tutelle de l'impérialisme nord-américain. Mais

la méfiance argentino-brésilienne d'une part, l'évolution pragmatique de la politique étrangère brésilienne de l'autre, et, surtout, l'issue victorieuse des deux guerres de libération en Angola ont eu raison de ce qu'aurait pu devenir une redoutable alliance contre-révolutionnaire dans cette partie du monde.

Tout semble indiquer, en effet, qu'à Brasilia ont triomphé les thèses des partisans d'une « ouverture africaine » fondée sur une volonté de coopération multilatérale et mutuellement avantageuse avec les Etats africains, tout particulièrement avec les riverains de l'Atlantique. Outre les importants accords récemment passés avec la Nigeria (2), la coopéra-

tion avec l'Angola, dont le cadre général a été défini lors du voyage au Brésil d'une importante délégation angolaise conduite par Roberto de Almeida, ministre du Commerce extérieur (qui a assisté aux cérémonies de la passation des pouvoirs présidentiels au général Joao Batista Figueiredo), constitue un événement majeur dans le tournant opéré par la politique étrangère de Brasilia, anxieuse de récupérer, dans ses relations avec l'Afrique indépendante, les positions longtemps compromises par sa collusion avec le colonialisme portugais.

Mais la page semble bel et bien avoir été tournée, et Roberto de Almeida a reçu de la part des autorités brésiliennes de fermes assurances concernant l'abandon du vieux projet du pacte de l'Atlantique sud (3).

Le ministre angolais a d'ailleurs eu l'occasion de rappeler, dans des déclarations largement reproduites par la

(2) Voir « Afrique-Asie » n° 182.

(3) Voir « Afrique-Asie » n° 185.



Roberto de Almeida et Venancio de Moura au Brésil
Dans l'intérêt des deux peuples

presse brésilienne, que lorsque le M.P.L.A. « sortait d'une guerre de guérilla » pour faire face à la seconde guerre de libération, il a « reçu l'aide militaire des pays socialistes », alors que, dans les pays occidentaux, les patriotes angolais étaient traités de « terroristes ». Et d'ajouter, dans un langage généreux, mais où perce une juste ironie, ce reproche auquel l'interlocuteur brésilien n'a rien trouvé à répondre : « *Le Brésil s'est libéré de sa condition de colonie [portugaise] à une période historiquement très lointaine. Cela explique, peut-être, qu'il a pu oublier combien il est important pour une nation d'acquérir l'indépendance.* » Même les grands quotidiens de droite ont reproduit ce rappel historique...

Du pétrole ?

Il est donc clair que, dans le rapprochement entre le Brésil et l'Angola, c'est le gouvernement brésilien qui a dû faire la plus grande partie du chemin. L'avenir dira jusqu'à quel point ce tournant positif correspond à une option ferme et cohérente.

Une chose, cependant, est d'ores et déjà certaine : le rapprochement angolais-brésilien correspond aux intérêts des deux pays et des deux peuples. Il ouvre des perspectives de coopération pratiquement illimitées dans tous les domaines de la vie sociale, de l'économie à la culture, le Brésil étant, autant que Cuba, un pays « afro-américain ». Il constitue, pour les régimes de l'apartheid, une défaite diplomatique dont on ne saurait sous-estimer l'ampleur.

Il y a quelques années encore, Pretoria pouvait espérer trouver dans les deux grandes puissances de l'Amérique

du Sud d'efficaces complices pour le maintien du statu quo colonialiste et raciste en Afrique australe. A présent, le pacte de l'Atlantique sud apparaît comme un triste avorton de la diplomatie impérialiste.

Certes, en Argentine comme au Brésil, des régimes militaires contre-révolutionnaires sont toujours au pouvoir et, tant qu'ils y resteront, il y aura danger d'un retour en arrière.

Parmi les nombreuses déclarations du ministre Roberto de Almeida reprises dans la presse brésilienne, l'une des plus citées est la réponse faite à un journaliste qui lui demandait si l'Angola entendait acheter des armes au Brésil ou obtenir son appui militaire. Il a répliqué par la négative, « *puisque l'appui qu'accordent à l'Angola les pays socialistes est déjà parfaitement suffisant.* » On ne saurait être plus clair.

La mise en place de la coopération entre les deux pays devra aboutir, probablement pendant l'année en cours, à la signature d'un traité d'amitié et de coopération, ainsi que d'un traité culturel, la communauté linguistique des deux pays favorisant largement les échanges en ce domaine.

Pour ce qui concerne les relations économiques, la participation brésilienne dans des domaines aussi diversifiés que l'aéronautique, les transports ferroviaires, l'automobile, les circuits commerciaux, l'élevage, la pêche, la marine marchande et l'éducation devra avoir dans un premier temps, comme principale contrepartie, le pétrole angolais. Le brut fait cruellement défaut au Brésil et la prochaine visite du ministre angolais du Pétrole, Jorge de Morais, est attendue avec impatience de l'autre côté de l'Atlantique.

J. Q.